

# Une autre vision pour l'enseignement supérieur

Jean Murdock, président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)

L'actualité récente portant sur l'enseignement supérieur offre, il faut bien le dire, trop d'espace à cette vision de l'éducation que l'on définit comme « l'économie du savoir », vision dans laquelle s'inscrit très bien la 7<sup>e</sup> édition de l'ouvrage du CIRANO *Le Québec économique : Éducation et capital humain*. À l'instar de la Fédération des cégeps<sup>1</sup>, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) déplore que l'on revienne à ce sempiternel débat concernant la structure à deux niveaux de l'enseignement supérieur québécois (préuniversitaire et universitaire). Les cégeps ont 50 ans cette année, et la preuve est faite qu'ils ont largement contribué à la démocratisation de l'éducation (effectifs étudiants de 14 077 en 1967-1968 et de 164 273 en 2011-2012<sup>2</sup>), notamment en favorisant l'accès en région, aux femmes et aux personnes en situation de vulnérabilité. En 2015, les données de Statistique Canada démontraient que le Québec était la province du Canada qui offrait la plus grande proportion de diplômes postsecondaires, soit 43 %.

À cette prétendue « sous-performance » des francophones en termes de diplômes universitaires (en comparaison aux anglophones et aux allophones), qui serait attribuable à l'existence des cégeps, il est pertinent de rappeler une étude de l'économiste Mark Lewis, parue en 2003, sur l'impact positif qu'a eu l'introduction des quatre premiers cégeps anglophones (Dawson, John Abbott, Vanier et Champlain) sur la scolarisation des jeunes Anglo-Québécois. « *Il avait noté que le taux de diplomation universitaire des Anglo-Québécois avait augmenté de 10 % dans les années suivantes, et que la durée moyenne des études avait augmenté d'environ quatre mois, ce qui est très significatif*<sup>3</sup>. » Un autre élément qui semble avoir échappé aux chercheurs du CIRANO est de nature géographique. En effet, il est certainement plus difficile de poursuivre des études universitaires après avoir complété un DEC au cégep de Gaspé qu'après un DEC dans un cégep anglophone de Montréal.

## Une vision mercantile de l'éducation

Ceci dit, ce qui nous interpelle le plus dans cet ouvrage est cette conception managériale de l'éducation qui, plutôt que de s'attarder aux finalités de l'éducation, enferme les institutions postsecondaires dans des spirales concurrentielles aux nombreux revers sur les plans de la gouvernance, de la stabilité de l'emploi, du support à l'enseignement, du perfectionnement, pour ne mentionner que ceux-là. Une lecture plus attentive de l'ouvrage du CIRANO nous laisse percevoir qu'il ne s'agit pas d'une simple réflexion sur l'enseignement et la diplomation, mais bien sûr le financement et le rendement de l'enseignement supérieur. Par exemple, c'est par une utilisation décomplexée de termes tels « capital humain », « clientèles », « rendement privé et social de l'investissement » que le CIRANO propose une modulation des frais de scolarité en

---

<sup>1</sup> Bernard Tremblay. <http://www.ledevoir.com/societe/education/518784/les-cegeps-favorisent-l-acces-pour-tous-a-l-enseignement-superieur>

<sup>2</sup> CIRANO. « Évolution des effectifs étudiants » (selon des chiffres du MESRS) dans *Le Québec économique* 7, 2018, p.127.

<sup>3</sup> Jean-François Venne. <http://www.ledevoir.com/societe/education/510696/retombees-socioeconomiques-une-formule-profitable-pour-le-quebec>

fonction des programmes. C'est aussi par une gymnastique statistique qu'on nous explique que le pourcentage des coûts totaux que devraient assumer les étudiants en termes de droits de scolarité est de 33 % alors qu'ils sont actuellement de 24,3 %<sup>4</sup>.

## Une vision humaniste (ou citoyenne) de l'éducation

Une douzaine d'organisations syndicales, d'association étudiante et de groupes populaires travaillent actuellement à l'organisation du deuxième rendez-vous des États généraux de l'enseignement supérieur (ÉGES) qui aura lieu du 3 au 5 mai prochain. Cet événement qui vise à rassembler le plus grand nombre d'acteurs de la communauté universitaire et collégiale « [a notamment] pour but de partager et de diffuser des analyses, de renforcer les liens entre les groupes et les organisations qui réclament des changements dans la manière de financer, d'administrer et de développer le réseau de l'enseignement supérieur [québécois] afin que cesse le dévoiement de ses missions<sup>5</sup> ». En effet, pour la FNEEQ-CSN, il est temps de cesser de soumettre l'éducation à la stricte réponse aux impératifs économiques et à l'adaptation aux besoins de l'entreprise privée et de « suspendre cette fuite en avant de la marchandisation de l'éducation [afin] de nous poser un instant pour revenir à la base de la mission fondamentale de l'enseignement supérieur.<sup>6</sup> »

---

<sup>4</sup> CIRANO. « Niveau de modulation des frais de scolarité » dans *Le Québec économique* 7, 2018, p.188.

<sup>5</sup> États généraux de l'enseignement supérieur. <http://eges.quebec/pourquoi/>

<sup>6</sup> Comité école et société de la FNEEQ. <http://fneeq.qc.ca/fr/publications/chronique-81-au-menu-des-eges-la-pieuvre-de-leconomie-du-savoir/>